



« Priorités françaises »

**Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF
des préoccupations majeures des
Français**

Janvier 2026

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT
Directrice générale
g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE
Chef de projet
s.boulonne@lobsoco.com

Contact CEVIPOF
Sylvain BROUARD
Directeur de recherche

Baromètre « Priorités françaises »

Baromètre trimestriel L'ObSoCo × CEVIPOF – Janvier 2026

Chaque trimestre, le baromètre « Priorités françaises » interroge les Français sur ce qu'ils considèrent comme « le problème le plus important pour la France aujourd'hui ». Question ouverte, sans liste préétablie : les répondants s'expriment avec leurs propres mots, qui sont ensuite recodés en grandes thématiques.

La vague de janvier 2026 marque une nouveauté : trois sujets arrivent exactement au même niveau de préoccupation. Un chiffre qui, en lui-même, raconte beaucoup de la France d'aujourd'hui et des échéances politiques qui s'annoncent.

1. Le fait marquant : un triple ex-æquo inédit

La vie politique, l'inflation, les prix et taux d'intérêt et la justice et la criminalité : trois préoccupations se partagent la tête du classement avec 27% de citations chacune. Jamais le baromètre n'avait enregistré une telle configuration.

Ce résultat contraste avec le trimestre dernier où la vie politique dominait seule à 30%, dans le sillage de la crise institutionnelle que connaît la France depuis plus d'un an. En trois mois, le paysage s'est légèrement modifié : la politique a reculé (-3 points), la sécurité a progressé (+3 points), l'inflation et les prix sont restés stables.

Ce triple ex-æquo dessine **trois France relativement distinctes**, trois groupes qui ne partagent ni les mêmes urgences, ni les mêmes mots pour les dire, ni souvent les mêmes profils sociologiques et politiques.

2. Trois France, trois demandes

La France du renouveau politique (27%)

Derrière la préoccupation pour la vie politique, c'est une demande protéiforme qui s'exprime. Et c'est peut-être le sujet le plus complexe à interpréter, car il recouvre des attentes très différentes selon qui le porte.

Le profil socio-économique des répondants dessine de fait une courbe en U. D'un côté, les CSP+ (33% citent cette préoccupation) et les diplômés du supérieur, plutôt ancrés à gauche. De l'autre, les très précaires — ceux qui déclarent « ne pas s'en sortir vraiment » atteignent 34%. Au milieu, un creux : ceux qui « ont du mal à s'en sortir » sont 22%. Même s'il est relativement partagé, les deux extrémités de l'échelle sociale se rejoignent particulièrement pour porter intensément ce sujet, mais pas tout à fait de la même manière.

Pour une partie des répondants — plutôt CSP+, plutôt diplômés — c'est le constat d'une défaillance institutionnelle qui s'exprime. Les verbatims en témoignent : « L'instabilité politique », « Le manque de vision des politiques », « Le manque de courage politique », « La constitution inadaptée », « Pas de direction », « Un gouvernement incompétent », « Le manque de cohérence et de vision à long terme ». Ce n'est pas un rejet de la politique — c'est une exigence politique. Ces répondants veulent que le système fonctionne, qu'il porte un projet, qu'il retrouve une capacité à agir. C'est l'expression d'un contrat social à rénover et d'institutions à refonder.

Pour une autre partie — plutôt précaires, souvent sans affiliation partisane — c'est un rejet plus radical. Et les mots sont plus bruts : « Macron », « Macron et sa bande », « Tous pourris », « Corruption », « Le gouvernement pourri », « Les virer tous ». Ici, c'est une défiance très forte qui s'exprime, expression d'une véritable colère.

Ces 27% recouvrent donc **à la fois ceux qui veulent** transformer les institutions et ceux qui veulent les renverser.

Politiquement, le sujet est un peu plus intense chez les sympathisants de gauche (LFI 44%, EELV 36%, PS 35%) sans pour autant être absent à droite (LR 23%, RN 22%, Reconquête 12%).

La France en tension économique (27%)

La préoccupation pour l'inflation, les prix et taux d'intérêt est à 27%, stable par rapport au trimestre dernier. Derrière cette stabilité se cache une préoccupation structurelle, pas conjoncturelle : non pas un pic lié à l'actualité mais le bruit de fond d'une France qui compte.

Les verbatims frappent par leur homogénéité. Quel que soit le parti politique du répondant, les mots sont les mêmes : « Le pouvoir d'achat », « Les prix », « L'inflation », « La vie chère », « Le coût de la vie ». Pas de variation, pas de cadrage idéologique. Un électeur LFI écrit « le pouvoir d'achat ». Un électeur RN écrit « le pouvoir d'achat ». Un électeur LR écrit « le pouvoir d'achat ».

Ceux qui portent davantage cette préoccupation sont ceux qui la subissent : les CSP- sont à 31% (vs 19% chez les CSP+). Les chômeurs atteignent 33%. Ceux qui déclarent « avoir du mal à s'en sortir » sont à 37%. Le gradient est linéaire : plus on est fragile économiquement, plus la question des prix domine.

Un chiffre interpelle : le pic se situe au **Q2 de revenus** (deuxième quintile), à 39%. Pas au Q1 (les plus pauvres), qui sont à 29%. Ce sont les « petits moyens » qui semblent souffrir le plus — ceux qui gagnent juste assez pour ne pas être aidés, mais pas assez pour être sereins. La France des fins de mois tendues, mais sans filet.

Deux générations semblent également **surexposées** : les 18-24 ans (32%) et les 35-44 ans (33%). Deux âges charnières : l'entrée dans la vie active et la période d'installation familiale, quand le budget est contraint par le logement, les enfants, les crédits. Ce sont les âges où l'on construit — et où le coût de la vie fait le plus mal.

La France de la protection (27%)

La sécurité progresse de 3 points depuis septembre (de 24% à 27%), la plus forte hausse du trimestre parmi les sujets majeurs. Elle rejoint le trio de tête.

Les verbatims sont d'une grande uniformité : « L'insécurité », « La sécurité », « Insécurité », « La délinquance ». Le mot revient en boucle, quasi-identique, chez les électeurs de droite comme chez les rares électeurs de gauche qui citent le sujet. Seule exception notable : les électeurs de *Reconquête* utilisent un vocabulaire plus dramatisé — « L'ensauvagement », « La violence », « L'insécurité grandissante ».

Ici, le profil territorial est net. Ce sont clairement les couronnes périurbaines (33%), le rural sous influence des pôles urbains (33%), les communes de 2 000 à 20 000 habitants (30%). Moins les grandes villes (24%), Paris (25%), ou les villes moyennes (18%). C'est donc une préoccupation davantage portée par la France pavillonnaire, soucieuse de ce qu'elle perçoit comme remettant en péril un mode de vie acquis.

Le profil socio-économique est tout aussi parlant. La sécurité est portée par les Q2 à Q4 de revenus (28-31%), moins par les plus précaires (Q1 = 17%). Ceux qui « ne s'en sortent vraiment pas » citent la sécurité à 18%. Ce ne sont donc pas ceux qui vivent potentiellement dans les quartiers les plus exposés à la délinquance qui en font leur priorité.

Générationnellement, deux pics : les 35-44 ans (29%) — l'âge des enfants à protéger — et les 65-75 ans (30%) — l'âge de la vulnérabilité. Les 18-24 ans, eux, sont 18% à mentionner l'insécurité.

3. L'enjeu du cadrage : sujets marqués, sujets transversaux

Au-delà du poids de chaque préoccupation, une question se pose : ces sujets sont-ils politiquement **cadrés** ?

Le cadrage d'un sujet peut se comprendre à plusieurs niveaux, qui ne vont pas toujours ensemble :

- un **vocabulaire stabilisé** (les mots pour en parler sont partagés),
- une **association partisane** (on sait qui « porte » le sujet),
- une **grille causale** (les causes sont identifiées ou désignées),
- des **solutions proposées** (des réponses sont avancées).

Un sujet peut être fortement associé à un camp politique sans que les propositions soient détaillées. À l'inverse, un sujet peut faire l'objet de propositions multiples sans qu'aucune ne s'impose ni qu'un porteur soit clairement identifié.

Le baromètre permet d'explorer deux de ces dimensions. Le **marquage partisan**, d'abord, grâce aux tris croisés par proximité politique : certains sujets sont nettement plus cités par les sympathisants d'un camp, ce qui crée un renforcement mutuel — le parti parle du sujet, ses sympathisants s'en préoccupent, ce qui renforce la crédibilité perçue du parti sur ce terrain. D'autres sujets sont **transversaux** : partagés au-delà des clivages, ils constituent un socle commun de préoccupation. Le **niveau de cadrage**, ensuite, grâce à l'analyse des verbatims : les mots utilisés spontanément révèlent si le sujet est formulé comme un vécu brut ou s'il s'inscrit dans une grille d'analyse.

Sujets marqués et cadrés

La sécurité est nettement plus citée par les sympathisants de droite (Reconquête 49%, LR 41%, RN 34%) que par ceux de gauche (LFI 9%, EELV 12%, PS 24%). L'écart est massif — du simple au quintuple entre LFI et Reconquête.

C'est un sujet à fort marquage partisan. En revanche, si l'on examine le niveau de cadrage à travers les verbatims, le tableau est plus nuancé. Le vocabulaire est stabilisé (« insécurité », « délinquance », « violence »), l'association partisane est forte. Mais la grille causale reste vague (« laxisme »), et les solutions peu détaillées (« plus de fermeté », « plus de moyens »). C'est moins une analyse structurée qu'une identification claire du porteur : les Français savent qui parle de sécurité, même si le contenu des propositions reste flou.

L'immigration est encore plus fortement marquée, et spécifiquement portée par l'extrême droite. Les sympathisants Reconquête sont 65% à mentionner ce sujet, ceux du RN 44% — vs 23% pour LR, 9% pour Ensemble, 6% pour le PS, 3% pour LFI, 2% pour EELV. Ce n'est pas un sujet « de droite » au sens large : même LR est deux fois en dessous du RN. C'est le marqueur identitaire de l'extrême droite, le sujet sur lequel elle a construit un cadrage exclusif : causes (ouverture des frontières, Europe), solutions (fermeture, expulsions), porteurs (RN, Reconquête).

A un moindre niveau, l'écologie est le sujet marqué de la gauche. En cumulant climat (5%) et environnement (3%), on atteint 8% de citations. EELV domine très nettement (climat 16%, environnement 13%), loin devant LFI (7% et 4%) et le reste du spectre politique (moins de 2% à droite). On pourrait s'étonner du retrait de ce sujet quand les enquêtes d'opinion montrent que le

Le changement climatique est perçu comme un problème réel et grave par une majorité de Français. Mais il ne monte pas, de fait, en priorité spontanée. Concurrence des urgences immédiates, perception d'un problème de long terme, difficile à traiter ou rejet d'un cadrage perçu comme partisan ? Probablement un peu des trois.

Sujets transversaux, non cadrés

Les prix et l'inflation (27%) est le cas typique du socle commun sans cadrage. Cette préoccupation est citée fréquemment par les sympathisants de LFI (34%) mais aussi par ceux du RN (27%), par le PS (27%) et également par ceux de LR (19%). Il semble qu'il n'y ait pas de marquage partisan : c'est une préoccupation transversale, partagée au-delà des clivages. En ce sens, c'est un terrain d'entente, quelle que soit son orientation politique.

Mais c'est aussi un **sujet non cadré**. Le diagnostic est partagé (« les prix augmentent »), pas l'analyse. Les verbatims le montrent : « le pouvoir d'achat », « les prix », « l'inflation » — des constats bruts, sans grille de lecture. Le baromètre ne montre pas de mention de ce que pourraient être les causes et que l'on retrouverait sous d'autres sujets : ainsi, personne ne mentionne « les profits », « la mondialisation », « les salaires trop bas », « la redistribution ». Le sujet est formulé comme un vécu, pas comme une analyse. Des situations individuelles, plutôt qu'un sujet politique. De manière convergente, l'évocation des questions de politique sociale régresse, comme décrit ultérieurement.

Cela crée une situation particulière : un sujet massif (27%), transversal (pas de clivage partisan), mais sans cadrage politique dominant. Est-ce la faute des entreprises ? De la politique monétaire ? De l'énergie ? De la mondialisation ? Aucune explication ne s'est imposée. L'inflation pourrait être /e sujet de la gauche redistributive — inégalités, partage de la valeur, taxation des superprofits. Mais ce cadrage n'a manifestement pas pris. Le sujet reste un socle commun de préoccupation, pas un terrain de proposition.

Sujet avec une politisation paradoxalement hétérogène : la vie politique

La vie politique (27%) présente une configuration particulière. Elle est un peu plus citée à gauche (LFI 44%, EELV 36%, PS 35%) et parmi les répondants sans affiliation partisane (25%) qu'à droite (LR 23%, RN 22%, Reconquête 12%). Ce différentiel existe, mais il ne suffit pas à parler de véritable appropriation.

Comme indiqué précédemment, l'analyse des verbatims révèle une polarisation sociale entre le constat d'une carence institutionnelle et une rhétorique plus radicale de rejet de la politique. Le vocabulaire n'est pas stabilisé autour d'une proposition. Des offres de renouveau existent : 6ème République, proportionnelle, RIC, conventions citoyennes. Mais ces propositions restent multiples et fragmentées. Aucun projet commun et structuré ne s'est imposé comme la réponse à la demande de transformation institutionnelle, et aucun porteur n'a acquis une crédibilité perçue évidente sur ce terrain.

C'est d'autant plus frappant qu'une partie des répondants — notamment parmi les CSP+, les diplômés, les sympathisants de gauche — exprime une vraie demande de transformation

institutionnelle, pas seulement un rejet. Cette demande de reconstruction (rénover le contrat social, refonder les institutions) existe, mais elle n'a pas trouvé son offre. C'est un espace ouvert.

Ce que révèle cette cartographie

Au total, la droite et l'extrême droite disposent de sujets à forte association partisane : la sécurité pour la droite au sens large, l'immigration pour l'extrême droite spécifiquement. Le vocabulaire est stabilisé, l'identification du porteur est claire, la crédibilité perçue est construite — même si les propositions restent souvent peu détaillées.

La gauche a l'écologie — un sujet marqué et cadré, mais qui ne figure pas au rang des urgences (8% cumulé).

Les deux plus grosses préoccupations des Français — pouvoir d'achat et vie politique, à 27% chacune — restent largement non cadrées. La question des prix est un socle commun sans grille de lecture. La vie politique est une critique partagée sans projet structurant. Ce sont des espaces ouverts : la demande existe, l'offre reste à construire.

Cartographie des sujets : marquage partisan et niveau de cadrage

Sujet	Marquage partisan	Vocabulaire (verbatims)	Grille causale	Solutions
Sécurité (27%)	Fort (droite : Rec 49%, LR 41%, RN 34%)	Stabilisé : « insécurité », « délinquance », « violence »	Absente (en mineur : « laxisme »)	Peu détaillées : « fermeté », « plus de moyens »
Immigration (18%)	Très fort (extrême droite : Rec 65%, RN 44%)	Stabilisé : « immigration », « immigrés »	Présente : frontières ouvertes, Europe	Identifiées : fermer, expulser
Écologie (8%)	Fort (gauche : EELV 16%+13%)	Stabilisé : « climat », « environnement »	Présente : modèle productiviste	Identifiées : transition, sobriété
Inflation (27%)	Aucun (transversal : LFI 34%, RN 27%, PS 27%)	Descriptif : « les prix », « le pouvoir d'achat »	Absente	Absentes
Vie politique (27%)	Moyen (+ à gauche : LFI 44%, PS 35% vs RN 22%)	Polarisé socialement : « Macron », « instabilité »	Diffuse	Multiples et fragmentées : 6e Rép., RIC, proportionnelle...

Lecture : Le marquage partisan est mesuré par les tris croisés selon la proximité politique. Le niveau de cadrage est analysé à travers les verbatims : vocabulaire utilisé, présence ou non d'une grille causale, solutions évoquées.

4. Signaux faibles

Le baromètre, par sa méthodologie ouverte, capte aussi les émergences — ces sujets qui montent avant de devenir médiatiquement dominants. Rappelons qu'un sujet cité spontanément par 3% des Français, sans liste suggérée, est déjà significatif. Trois mouvements méritent attention ce trimestre.

L'agriculture : l'irruption (0.2% → 3%)

C'est une progression proportionnellement non négligeable ce trimestre : l'agriculture passe en effet de 0.2% en septembre à 3%. Dans une question ouverte, ce niveau est substantiel.

Les verbatims racontent l'actualité de l'automne : « La crise qui touche les agriculteurs », « La survie du monde agricole », « Le revenu des agriculteurs », « les manifestations des agriculteurs », « l'épidémie des bovins », « les vaches ». C'est un mélange de crise structurelle (revenus, survie) et de crise conjoncturelle (FCO, Mercosur, mobilisations).

Le profil de ceux qui portent le sujet est inattendu. Ce ne sont pas les ruraux : les communes rurales sont dans la moyenne. Ce sont davantage les CSP+ et urbains (6%). Comme si le sujet émergeait par empathie médiatique ou par conscience citoyenne, pas par vécu direct. Ce faisant, le baromètre capte une sensibilisation qui précède peut-être une politisation.

Les retraites : le paradoxe générationnel (2% → 3%)

La progression est modeste (+1 point), mais le profil de ceux qui citent les retraites est notable.

Ce sont les jeunes qui portent le sujet. Les 18-24 ans sont à 7%. Les étudiants à 7%. Les télétravailleurs partiels (souvent jeunes cadres) à 7%. À l'inverse, les retraités eux-mêmes ne citent les retraites qu'à 0.8%.

La politique sociale : la chute et le clivage (10% → 3%)

C'est une des baisses les plus marquées du trimestre : -7 points en trois mois. La politique sociale, qui pesait autant que l'écologie en septembre, se place en retrait.

Mais au-delà du volume, c'est le **contenu** qui interpelle. Les verbatims révèlent un sujet profondément clivé, où le même mot recouvre deux réalités inverses.

À gauche (LFI, EELV, PS), les formulations parlent d'inégalités à corriger : « Les inégalités sociales », « La répartition des richesses », « Le partage des richesses », « La pauvreté grandissante et les ultra riches ».

À droite (RN notamment), les formulations parlent de dépenses à réduire : « L'assistanat », « Trop de RSA », « Réduire la dépense sociale et l'immigration », « Trop d'aides sociales », « Trop de profiteurs du système ».

Le « social » n'est donc pas un sujet unifié — c'est un champ de tensions sémantiques. Deux cadrages s'affrontent : celui de la gauche (réduire les inégalités, partager les richesses) et celui de la droite (réduire les dépenses, lutter contre l'assistanat). Contrairement à la question du pouvoir d'achat ou à la vie politique, le social est cadré — mais cadré de façon concurrente.

5. Synthèse : une France en suspens

Trois préoccupations à égalité, trois France. Celle du renouveau politique — CSP+ et précaires réunis dans une même préoccupation. La France du souffle économique — les classes moyennes inférieures, les jeunes actifs, ceux qui comptent chaque euro. La France de la protection — le périurbain, le pavillonnaire, ceux qui ont quelque chose à défendre.

Un seul sujet du trio est politiquement marqué et cadré : la sécurité. Les sympathisants de droite la citent massivement plus que ceux de gauche, et la droite dispose sur ce terrain d'une crédibilité perçue, de propositions identifiées, d'un cadrage installé.

Les deux autres — pouvoir d'achat et vie politique — sont des sujets transversaux mais non cadrés. L'inflation est un socle commun de préoccupation, partagé au-delà des clivages, mais sans grille de lecture dominante. La vie politique est une critique partagée, un peu plus intense à gauche, mais sans attribution claire.

Les sujets traditionnellement associés à la gauche (écologie, social, droits) ne dépassent pas 12% cumulés. L'écologie est marquée et cadrée, mais en retrait et peut-être pénalisée par son idéologisation. Elle pèse quatre fois moins que la sécurité alors même que le changement climatique est perçu comme un problème réel par une majorité de Français.

La France de décembre 2025 est une France en posture d'attente. Elle demande à être protégée (de l'insécurité, de l'immigration), à pouvoir souffler (financièrement), à voir son exigence démocratique entendue (vie politique). Les sujets de « transformation » — écologie, égalité, droits — restent minoritaires dans les préoccupations spontanées, non parce qu'ils sont jugés sans importance, mais parce qu'ils ne sont pas perçus comme les urgences du moment.

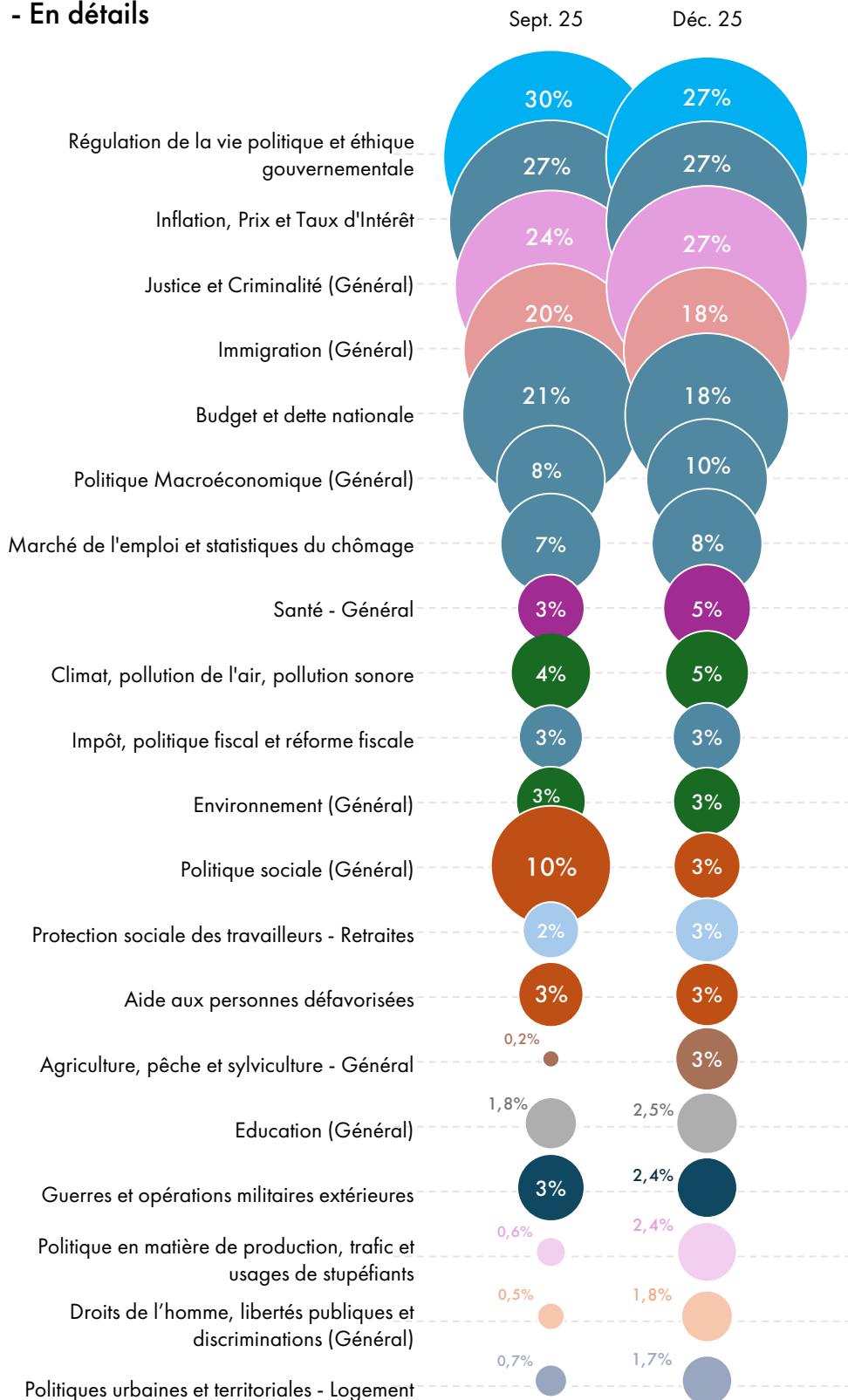
L'enjeu des prochains mois est donc clairement un enjeu de cadrage. Qui donnera une grille de lecture à l'inflation — au-delà du constat partagé ? Qui incarnera le renouveau politique — en articulant la demande de transformation institutionnelle des CSP+ et la demande de reconnaissance des précaires ? Qui proposera une protection qui ne soit pas seulement sécuritaire ? Ces sujets transversaux mais non cadrés attendent leur récit. Ceux qui sauront y répondre dessineront le paysage politique de la prochaine campagne pour l'élection présidentielle.

Problèmes les plus importants

% Problème le plus important « en premier » + « en second »

Base : se prononcent (hors NSP)

- En détails



Base : France métropolitaine, n=2000 par vague d'enquête. Enquête réalisée en ligne, questions ouvertes, réponses recodées en grandes thématiques.

Note méthodologique

Ces données sont issues d'une enquête réalisée auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine en décembre 2025.

Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ? ».

Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

1. **Codage par contenu substantiel (policy content)** : Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.

2. **Priorité aux codes spécifiques** : Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).

3. **Traitement des réponses génériques** : Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.

4. **Gestion des non-réponses** : Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po